

Retraites non à une réforme qui détruit les salarié.es et le climat !



Changement climatique. Le mot ne figure pas une seule fois dans l'étude d'impact publiée par le gouvernement. Pourtant, nous le savons tous, les grands bouleversements que nous vivons à l'échelle planétaire auront forcément un impact sur les scénarios de croissance et le pourcentage de PIB qui pourra être alloué au régime de retraite.

Le projet de réforme porté par Emmanuel Macron s'inscrit dans une logique économique qui maltraite à la fois les individus et l'environnement. Les classes moyennes et défavorisées sont déjà celles qui paient le plus lourd tribut à la crise climatique, subissant de plein fouet la hausse des coûts de l'énergie, l'inflation, ou les logements mal isolés qui ne protègent ni de la canicule, ni du froid hivernal.

En allongeant le temps de travail, ce sont les mêmes qui verront également s'éloigner la perspective d'une retraite digne, en bonne santé. Cotiser plus, travailler plus longtemps, cela signifie aussi l'enfermement dans une logique qui augmentera la production et la consommation de biens, au détriment de la santé de celles et ceux qui les fabriquent.

Lorsque tous les rapports du GIEC prônent la sobriété, notre gouvernement s'enferme dans une logique productiviste qui nous envoie droit vers le mur climatique. L'entreprise Total vient d'annoncer des bénéfices record à plus de 36 milliards d'euros.

Indécent quand on compare ce chiffre avec celui du déficit du régime de retraites par répartition, actuellement estimé à 5 milliards d'euros en 2032. Quand le gouvernement acceptera-t-il de mettre sur la table la question du partage des richesses ? Taxer les riches et les superprofits permettrait à la fois de dégager des financements pour les retraites et pour une véritable transition écologique. Au lieu de cela, le projet de réforme profitera justement aux entreprises les plus polluantes, en poussant ceux qui le peuvent à souscrire des plans d'épargne salariale ou des assurances vie.

Interrogé par France Info, un gestionnaire d'actif se réjouissait « On a eu une augmentation de quasi 80% entre décembre et janvier du nombre de demandes sur notre site Internet ». Au-delà d'accroître les inégalités, les retraites par capitalisation ont un effet dévastateur sur le climat. Dans une note récente, l'ONG Reclaim Finance démontrait qu'aucune des 10 plus grosses entreprises de ce marché n'avait adopté d'engagement pour mettre un frein au développement des projets liés aux énergies fossiles. L'argent placé chez elles est utilisé pour financer des projets pétroliers ou gaziers, qui sont actuellement les plus rémunérateurs.

Alors que la réforme des retraites tourne le dos à toute perspective de sobriété et de protection de nos ressources naturelles, nous considérons qu'il est urgent de sortir du logiciel capitaliste et

productiviste. Au lieu d'augmenter la durée de cotisation, nous devons au contraire aller vers une diminution du temps de travail. La crise climatique nous oblige à repenser notre rapport au travail.

L'alliance écologie et sociale regroupe depuis 2020 des organisations telles que Greenpeace, Attac, Oxfam, les Amis de la Terre, la Cgt ou Solidaires. Dans son rapport intitulé « Pas d'emplois sur une planète morte », le collectif défend l'idée d'une semaine à 32 heures.

Plus de temps pour se déplacer autrement, cuisiner, réparer ses objets, passer du temps avec ses proches et s'investir dans des collectifs écologistes ou citoyens. L'horizon d'une sobriété désirable et soutenable est à portée de main, à condition d'abandonner la logique du « travailler toujours plus » qui ne séduit plus que les actionnaires.

Paris, le 3 mars 2023